

ILS ENTERRENT L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PUBLIC

Les réductions budgétaires dans les universités ont abouti cette année à une limitation drastique des inscriptions, à des salles de cours et à des amphithéâtres surchargés : les universités ne sont plus en capacité d'accueillir des étudiants de plus en plus nombreux.

Alors que le nombre d'étudiants a augmenté de 12% depuis 2009, les universités ont perdu 700 emplois administratifs et à la concurrence effrénée, sont au bord du « burn out ». Le travail des chercheurs se réduit à la recherche des moyens pour mener leurs recherches. Car le gouvernement préfère aider la « recherche » en entreprise par le biais d'exonérations fiscales massives, souvent détournées et non créatrices d'emplois (5,8 milliards de Crédit Impôt Recherche en 2014).

Aujourd'hui, l'enseignement supérieur et la recherche que nous connaissons sont menacés. Pour un enseignement ouvert à toutes et tous, pour une recherche basée sur la coopération et non sur la compétition, pour des conditions d'études et de travail décentes, nous exigeons du gouvernement un financement public à hauteur des besoins et la création massive d'emplois.

Les réductions budgétaires dans les universités ont abouti cette année à une limitation drastique des inscriptions, à des salles de cours et à des amphithéâtres surchargés : les universités ne sont plus en capacité d'accueillir des étudiants de plus en plus nombreux. Alors que le nombre d'étudiants a augmenté de 12% depuis 2009, les universités ont perdu 700 emplois administratifs et à la concurrence effrénée, sont au bord du « burn out ». Le travail des chercheurs se réduit à la recherche des moyens pour mener leurs recherches. Car le gouvernement préfère aider la « recherche » en entreprise par le biais d'exonérations fiscales massives, souvent détournées et non créatrices d'emplois (5,8 milliards de Crédit Impôt Recherche en 2014).

Aujourd'hui, l'enseignement supérieur et la recherche que nous connaissons sont menacés. Pour un enseignement ouvert à toutes et tous, pour une recherche basée sur la coopération et non sur la compétition, pour des conditions d'études et de travail décentes, nous exigeons du gouvernement un financement public à hauteur des besoins et la création massive d'emplois.

